RDC : l'EAC appelle au "retrait de tous les groupes armés" d'ici le 30 mars

@rib News,Â 17/02/2023 - Source AFP Les chefs d'Etats de plusieurs pays d'AfriqueÂ de l'Est ont appelÃ© vendredi Ã un "retrait de tous les groupes armÃ©s" d'ici leÂ 30Â mars dans l'est de la RÃ©publique dÃ©mocratique duÂ CongoÂ (RDC), en pr des violences.

Cette rÃ©union des chefs d'Etats de la CommunautÃ© de l'Afrique de l'Est (EAC), constituÃ©e de sept pays, s'est notamment tenue en prÃ©sence des prÃ©sidents de RDC FÃ©lix Tshisekedi et duÂ RwandaÂ Paul Kagame, Ã Addis Abeba, la capitale de l'Ethiopie, Ã la veille d'un sommet de l'Union africaine. Les dirigeants ont appelÃ© sur Twitter Ã un "retrait de tous les groupes armÃ©s" ainsi qu'au le retour des personnes dÃ©placÃ©es en raison du conflit. LeÂ 4Â fÃ©vrier, lors d'une prÃ©cÃ©dente rÃ©union de chefs d'Etat, l'EAC avait appelÃ© Ã un "cessez-le-feu immÃ©diat de toutes les parties" et Ã un ret de tous les groupes armÃ©s, "y compris les Ã©trangers". Mais les combats se sont poursuivis. Outre les prÃ©sidents de RDC et du Rwanda, Ã©taient prÃ©sents lors de ce mini-sommet les chefs d'Etats kÃ©nyan William Ruto, tanzanienne Samia Suluhu Hassan et burundais Evariste Ndayishimiye. JoÃ£o LourenÃ§o, chef de l'Etat de l'Angola -Â qui n'est pas dans l'EAC -Â y a Ã©galement participÃ©. De nombreux groupes armÃ©s sÃ©vissent dans l'est de la RDC depuis des dÃ©cennies, dont beaucoup sont un hÃ©ritage des guerres rÃ©gionales qui ont Ã©clatÃ© dans les annÃ©es 1990-2000. Dans la province congolaise du Nord-Kivu, le M23 ("Mouvement duÂ 23Â mars") s'est emparÃ© depuis novembreÂ 2021Â de larges territoires riches en minerais, et continue d'avancer malgrÃ© une feuille de route pour la paix conclue Ã Luanda, en Angola, en juillet 2022. Cette rÃ©bellion majoritairement tutsi a repris les armes fin 2021, aprÃ¨s prÃ¨s de dix ans d'exil aux Rwanda et Ouganda voisins, avec parmi leurs principales revendications l'Ã©limination des FDLR, un groupe fondÃ© au Congo par d'anciens responsables du gÃ©nocide des Tutsi enÂ 1994Â au Rwanda. La RDC accuse son voisin le Rwanda de soutenir ces rebelles, ce qui est corroborÃ© par des experts de l'ONU, les Etats-Unis et d'autres pays occidentaux, bien que Kigali s'en dÃ©fende. - Un million de rÃ©fugiÃ©s - Durant ce sommet, "nous avons convenu que le M23 n'avait pas respectÃ© ses engagements", a dÃ©clarÃ© vendredi Ã l'AFP Patrick Muyaya Katembwe, porte-parole du gouvernement congolais, avant de poursuivreÂ :"MÃªme Paul Kagame l'a reconnu". L'inquiÃ©tude est vive aussi dans la province d'Ituri, thÃ©Ã¢tre de frÃ©quente attaques contre les populations civiles menÃ©es par des milices communautaires ou par les Forces dÃ©mocratiques alliÃ©es (ADF), affiliÃ©es au groupe jihadiste Etat islamique (EI). Une attaque de village attribuÃ©e aux ADF y a encore fait cinq morts mercredi. Vendredi, le Haut-commissariat de l'ONU aux rÃ©fugiÃ©s (HCR) a estimÃ© que quelqueÂ 605Â millions de dollars seront nÃ©cessaires cette annÃ©e pour venir en aide Ã un million de rÃ©fugiÃ©s de RDC et aux pays africains qui les accueillent. En novembre, il y avait dans le pays quelque 5,5 millions de dÃ©placÃ©s, auxquels s'ajoutent plus d'un million de personnes qui ont traversÃ© les frontiÃ¨res pour chercher refuge dans les pays voisins. Ces pays hÃ´tes sont l'Ouganda (avec plus de 500.000 rÃ©fugiÃ©s congolais), suivi du Burundi, de la Tanzanie, du Rwanda, de la Zambie, du Congo-Brazzaville et de l'Angola. MalgrÃ© de nombreux rÃ©fugiÃ©s Ã l'extÃ©rieur du pays, la RDC a commencÃ© jeudi le recensement des Ã©lecteurs en vue de l'Ã©lection prÃ©sidentielle de dÃ©cembre.